

Voici comment la Russie veut "dénazifier" l'Ukraine

Voici des extraits issus d'un article paru dans un média russe. Il témoigne de la volonté du Kremlin de rayer l'Ukraine de la carte. Cette fois, on ne pourra pas dire qu'on ne savait pas.



©AFP

Contribution externe

Publié le 23-04-2022 à 13h02 - Mis à jour le 23-04-2022 à 13h03

Un texte de Pauline Foret, étudiante à l'Institut d'études d'Europe de l'Est de l'Université libre de Berlin

"Ce que la Russie doit faire de l'Ukraine », [c'est le titre d'un article paru sur RIA Novosti](https://ria.ru/20220403/ukraina-1781469605.html) < <https://ria.ru/20220403/ukraina-1781469605.html> >, un média qui

appartient à l'Etat russe. Il a été écrit par Timofeï Sergeïtsev, un philosophe politique proche du Kremlin. Il revient sur plusieurs mythes longtemps véhiculés par la propagande russe. Il nous parle notamment du « Bandérisme », ce mouvement associé à l'extrême-droite parce qu'il considère le nationaliste Stepan Bandera comme un héros. Cet Ukrainien de l'Ouest, connu pour sa défense de l'identité nationale ukrainienne, a notoirement collaboré avec les Nazis pendant la Deuxième Guerre mondiale après que ceux-ci ont proposé leur aide pour se débarrasser de l'occupant moscovite. Pour certains Ukrainiens, il est un héros et une figure de proue du mouvement nationaliste. Pour d'autres, il est un traître à la nation. Après lui avoir été accordé à titre posthume en 2010, son titre de héros, à l'origine d'une polémique qui a dépassé les frontières ukrainiennes, lui a été retiré en 2011.

Pour l'URSS et, par la suite, pour la Russie, son projet nationaliste n'a jamais été reconnu. Dans l'imaginaire et les livres d'histoire russes, l'Ukraine n'est pas une nation. Tout nationaliste ukrainien est donc, par définition, un traître à l'histoire tumultueuse commune de ces deux pays.

La technique de la propagande russe est simple : par un syllogisme douteux, elle tente de faire croire à ses lecteurs que puisque ce nationaliste avait des idées proches du nazisme, tout nationaliste ukrainien est de facto également un nazi. C'est aussi simple que ça.

Au départ, ce reproche n'était adressé qu'au régime en place (loin, par ailleurs, d'être lié à l'extrême droite qui n'a même pas passé la barre des 5 % aux dernières élections ukrainiennes) et aux nationalistes les plus férus. Depuis le début de la guerre, la rhétorique a changé. Désormais, la population entière est accusée de flirter avec l'extrême droite. La population ukrainienne, ses vieillards, ses femmes et ses enfants compris, est accusée d'être un plus grand danger pour la paix dans le monde et pour la Russie que le nazisme d'Hitler.

Le texte mentionné plus bas est d'une violence extrême. Il jette les bases d'une légitimation à grande échelle des massacres de Boutcha ou de Borodianka. Il prépare le public russe à partir du principe que ces massacres étaient mérités. Il le prépare également à accepter sans sourciller qu'une dictature violente soit

mise en place sur le territoire, que le mot « Ukraine » soit effacé des mappemondes et que les Ukrainiens soient, je cite, « rééduqués ».

Ironiquement, la Russie accuse également le gouvernement ukrainien (et les « masses ») d'être en train de commettre un génocide à l'encontre des Russes, c'est-à-dire de cette grande partie de la population ukrainienne qui a de lointaines origines russes ou qui est russophone. Je dis ironiquement, parce que les bombes russes, elles, ne font pas la différence entre ukrainophones et russophones. L'Est ukrainien, le plus touché par cette guerre, est en grande partie russophone. Les victimes des offensives russes sont donc précisément ces civils « opprimés » que la Russie prétend vouloir protéger.

C'est donc ce texte, en réalité, qui représente un danger tout aussi effroyable pour l'humanité que l'extrême-droite des années 40. J'en ai traduit les extraits les plus marquants.

« En avril de l'année dernière, nous écrivions déjà sur la nécessité de dénazifier l'Ukraine. Cette Ukraine nazie, bandériste, ennemie de la Russie et instrumentalisée par l'Ouest afin de détruire la Russie, nous n'en avons pas besoin. Aujourd'hui, ce projet de dénazification est devenu réalité.

Lorsqu'une grande partie d'une population (probablement, d'ailleurs, sa majorité) est manipulée et entraînée par un régime nazi à suivre sa politique, la dénazification n'est pas une option. Dans ce cas, on ne peut partir du principe que le « peuple est bon, seuls ceux au pouvoir sont mauvais ». C'est cette idée qui est au cœur de la politique de dénazification et de toutes les actions qui en découlent, cette idée qui en est l'essence même.

[...] La dénazification, c'est un ensemble de mesures pour faire face à l'ensemble de cette population nazifiée qui, techniquement, ne peut pas être traînée en justice pour crimes de guerre.

Les nazis qui ont pris les armes doivent être complètement exterminés sur le champ de bataille. [...] Tous s'adonnent de la même manière à des atrocités scandaleuses à l'encontre des civils, sont tout autant coupables du génocide du

peuple russe et du non-respect des lois et des coutumes de la guerre. Les criminels de guerre et les nazis actifs doivent être punis de manière appropriée et de façon à donner l'exemple.

Ce qu'il faut, c'est une purification totale. Toutes les organisations qui se sont associées à la pratique du nazisme doivent être éliminées et interdites. Cependant, outre les hauts gradés, une grande partie des masses est également coupable. Ce sont des nazis passifs, des collaborateurs du nazisme, qui ont soutenu le pouvoir nazi et se sont montrés indulgents à son égard. Un châtement juste pour cette partie de la population n'est possible qu'en supportant les coûts inévitables d'une guerre, elle aussi juste, contre le système nazi [...].

Par la suite, afin d'être dénazifiée, la population devra être rééduquée, ce qui passera par une répression idéologique (c'est-à-dire la suppression) des attitudes nazies et une censure sévère : non seulement dans la sphère politique, mais aussi, nécessairement, dans la sphère culturelle et éducative. [...]

La dénazification ne peut être menée à bien que par le vainqueur, ce qui requiert (1) que celui-ci exerce un contrôle inconditionnel sur le processus de dénazification et (2) qu'il a le pouvoir d'assurer ce contrôle. Par conséquent, le pays dénazifié ne peut être souverain. L'État dénazifiant - la Russie - ne peut pas emprunter une approche libérale de la dénazification.

Les coupables, ceux qui sont soumis au processus de dénazification, ne peuvent pas contester son idéologie. Le fait que la Russie reconnaît la nécessité de dénazifier l'Ukraine revient à admettre que le scénario de la Crimée [une adhésion à la Russie par référendum, ndt] est impossible pour l'Ukraine dans son ensemble. [...]

La dénazification ne peut en aucun cas se dérouler sur une durée inférieure à celle d'une génération, qui doit naître, grandir et mûrir dans les conditions de la dénazification. La nazification de l'Ukraine dure depuis plus de 30 ans - depuis au moins 1989, lorsque le nationalisme ukrainien a acquis des formes légales et légitimes d'expression politique et a conduit le mouvement pour

"l'indépendance" vers le nazisme.

[...]

L'ukronazisme ne représente non pas une menace moindre, mais une menace plus grande pour la paix et la Russie que le nazisme allemand d'Hitler.

Le nom "Ukraine" ne peut manifestement pas être retenu [...].

En effet, il est impossible que leurs aspirations soient neutres - la réparation de leur culpabilité envers la Russie pour l'avoir traitée comme un ennemi ne peut se faire qu'en comptant sur celle-ci dans les processus de reconstruction, de renouvellement et de développement. [...]

La dénazification ira inévitablement main dans la main avec la désukrainisation.

[...] »

Une fois que les mots « nationalisme ukrainien » (c'est-à-dire, chez la plupart des intéressés, l'attachement à la langue et à la culture ukrainienne et le désir de se séparer de l'influence russe) et « nazisme » ont clairement été établis comme étant des synonymes parfaits, le texte se poursuit et présente le « programme » de désukrainisation :

- *« Liquidation des formations militaires nazies (y compris l'armée nationale), ainsi que des infrastructures militaires, médiatiques et éducationnelles qui en garantissent l'activité ;*
- *Mise en place d'instances d'autonomie populaire et de police (à la fois pour la défense et pour le maintien de l'ordre) afin de protéger la population contre les groupes nazis clandestins ;*
- *Déploiement d'un espace médiatique russe ;*
- *Retrait du matériel éducatif et interdiction de poursuivre des programmes éducatifs, quel qu'en soit le niveau, qui contiennent des allusions à l'idéologie nazie ;*
- *Poursuite d'enquêtes à grande échelle visant à établir les responsabilités personnelles dans les crimes de guerre, les crimes contre l'humanité, la diffusion de l'idéologie nazie et le soutien au régime nazi ;*
- *Purification des idéologies et publication des noms des collaborateurs du régime nazi et mise en place, en tant que châtiment pour avoir soutenu le nazisme, d'un régime de travail forcé afin de reconstruire l'infrastructure détruite (pour ceux qui ne seront pas condamnés à mort ou emprisonnés) ;*
- *Au niveau local, adoption, sous la supervision russe, des réglementations principales de la dénazification « par le bas », c'est-à-dire l'interdiction de tout type de résurrection de l'idéologie nazie ;*
-

Construction de mémoriaux et de monuments aux victimes du nazisme ukrainien et à la mémoire de ceux qui l'ont combattu ;

- *Ajout d'un ensemble de normes antifascistes et dénazifiantes aux constitutions des nouvelles républiques populaires ;*
- *Créations d'autorités permanentes de dénazification pour une période de 25 ans.*

La Russie n'aura pas d'alliés dans sa dénazification de l'Ukraine. Non seulement parce qu'il s'agit d'une affaire qui incombe à la Russie et à elle seule. Mais aussi parce qu'elle ne sonnera pas seulement le glas de la version bandériste du nazisme ukrainien ; elle signera également la fin du totalitarisme occidental. [...]

C'est dans ce dernier paragraphe qu'apparaît l'autre pan de cette « opération spéciale », le rejet du « totalitarisme » occidental. C'est au nom de ce rejet que cet auteur se propose d'élever des monuments à la mémoire des « victimes du nazisme ukrainien » et de « ceux qui l'ont combattu » - autrement dit, puisqu'il s'agit ici de la population qui doit souffrir (et parfois, mourir) pour que l'Ukraine soit « purgée », en mémoire des victimes des bombes russes et en l'honneur de ceux qui les ont larguées. Que cet auteur se propose de réécrire l'histoire, d'effacer une nation entière. Un programme qui fait froid dans le dos. Et qui, à mon sens, méritait d'être partagé avec un public francophone. Cette fois, on ne pourra pas dire qu'on ne savait pas.